

# DOSSIER DE PRESSE

-----

**Convention thématique**

## **« *Le travail a-t-il un avenir ?* »**

**Jeudi 1<sup>er</sup> février de 14h00 à 18h00**

(Ouverture des portes à 13h30)

**Pavillon des fêtes**

1, place de Verdun - 92300 LEVALLOIS-PERRET

Dans le Parc de la Planchette / M° Anatole France  
Parkings Antonin Raynaud et de l'Hôtel de ville à proximité



Le **C** nouveau  
*Conservateur*



## **Programme (sous réserve de modification)**

---

14h00 | **Accueil**

par Agnès Pottier-Dumas, Maire de Levallois-Perret

14h10 | « **Enjeux actuels du Travail en France, économiques et sociaux** »

par Bernard Vivier, Directeur de l'Institut Supérieur du travail

14h30 | « **Comment faire de la juste rémunération du travail un levier de partage de la richesse, de participation et de justice sociale ?** »

Table ronde introduite par Bruno North, Président du CNIP

avec Christian Cretier, Secrétaire fédéral FGTA- FO | Pierre Guillet, Président des EDC

Pierre Kuchly, Chef d'Entreprise | Jean-Nicolas Moreau, Président RegSoLab

16h10 | « **Comment promouvoir des conditions de travail propices à la santé, à l'épanouissement et à la participation des salariés ?** »

Table ronde introduite par Laurence Trochu, Présidente du Mouvement Conservateur

avec Jean-Claude Delgenes, Président Fondateur de Technologia | Mathieu Detchessahar,

Professeur des Universités, IAE de Nantes | Eric Doumas, Président de Résilience Rurale et

Humaniste | Joseph Thouvenel, Rédacteur en chef de Capital Social

17h40 | **Intervention de clôture** par Jean-Frédéric Poisson, Président de VIA | la voie du peuple

## Pourquoi une convention sur le travail en 2024 ?

Après l'utopie d'une société des loisirs, l'échec des 35 heures, motivées par l'idéologie du partage du travail et les débats sur la généralisation de l'assistanat, le débat sur la réforme des retraites a mis en évidence une véritable remise en question et un affaiblissement généralisé du Travail dans l'esprit de nos contemporains.

Malgré l'attachement très fort de nos concitoyens au Travail, celui-ci est de plus en plus considéré comme un facteur de pénibilité et non comme un facteur d'épanouissement.

Un sondage IFOP de février 2023 sur la question confirme que **58% des Français considèrent le travail avant tout comme une contrainte nécessaire pour subvenir à ses besoins** – correspondant à une hausse de 9 points en comparaison à 2006 – alors que 42% le considèrent comme un moyen pour les individus de s'épanouir dans la vie. **62% des actifs citent la rémunération, suivie de l'ambiance de travail (58%), comme les 2 principaux facteurs qui contribuent à l'épanouissement au travail.**

Ceci est le résultat des mutations profondes et accélérées qui touchent la vie au Travail : **mondialisation, désindustrialisation, financiarisation, digitalisation, robotisation** des processus de production, « **uberisation** », généralisation du **télétravail**, et maintenant démocratisation de l'intelligence **artificielle**...

Ces mutations ont contribué à augmenter les incertitudes, à intensifier le travail et à en modifier, quand ce n'est pas à en déshumaniser, les conditions d'exercice.

**Conséquences** : la **santé au travail se dégrade** et les risques psychosociaux explosent, des secteurs entiers **n'arrivent plus à recruter**, l'**assistanat** généralisé et le recours aux travailleurs immigrés est vu comme une planche de salut, le **déséquilibre de la balance commerciale** est plus élevé que jamais, et l'ensemble du « modèle social à la française » est fragilisé.

Nous, les conservateurs, considérons le travail comme un bien absolument **nécessaire à la création de richesses et à la cohésion sociale**. Indispensable à l'épanouissement de chacun, il permet à chacun de développer et mettre à profit ses talents, d'être utile, de contribuer à la vie de la cité, et lui procure les revenus nécessaires à son indépendance économique et à la construction d'une vie décente.

Convaincus de la place fondamentale du Travail pour la prospérité de la France, l'Alliance des Conservateurs a décidé de lui consacrer une convention nationale.

Le 1<sup>er</sup> février 2024 après midi, elle mobilisera des acteurs de tous les horizons pour traiter des questions suivantes :

- Quels sont les enjeux anthropologiques, sociaux et économiques liés à la situation du travail aujourd'hui en France ?
- Comment faire de juste la rémunération du travail un levier de partage de la richesse, de participation et de justice sociale ?
- Comment promouvoir des conditions de travail propices à la santé, à l'épanouissement et à la participation des salariés ?

# PRÉSENTATION DES INTERVENANTS

## Accueil et Conclusion

---

### Jean-Frédéric Poisson, président de VIA, la voie du Peuple



Dès 19 ans, Jean-Frédéric Poisson dirige une Maison de la Jeunesse et de la Culture dans le Nord des Hauts-de-Seine. Il y côtoie une jeunesse en déshérence et s'occupe de personnes en situation de détresse. C'est là que prend racine ce qui est devenu depuis son combat de tous les instants pour la dignité humaine. Titulaire d'un master en droit social, il devient DRH dans la métallurgie, puis dirige une entreprise de conseil. Il est élu maire de Rambouillet en 2004, député en 2007 et en 2012, président de la communauté d'agglomération de Rambouillet territoires en 2009, président du

Parti Chrétien-Démocrate (qui devient VIA en 2020) et Vice-Président de la commission des lois de l'Assemblée nationale en 2013. Fort de son expérience concrète et active dans le monde du travail et de l'entreprise, il devient un parlementaire reconnu comme l'un des plus en pointe sur les questions économiques, de droit social et du droit du travail. Ce qui lui vaudra, entre autres, d'être désigné par le groupe UMP comme « orateur principal » porteur des positions de ses pairs pour l'ensemble des discussions lors des débats à l'Assemblée Nationale sur les textes de la Loi Macron. C'est alors l'occasion pour lui d'avoir une vraie tribune pour expliquer son rejet de toute vision « marchandisée » de la société.

**VIA | la voie du peuple** se fixe pour objet de promouvoir, au service des Français, un projet politique fondé sur la pensée sociale chrétienne et la place première de l'Homme en toute chose, et notamment :

- Le respect de la dignité de toute personne humaine de sa conception à sa mort naturelle avec une attention particulière portée aux plus fragiles et aux plus démunis ;
- L'ordre public et la sécurité des personnes ;
- La promotion de l'initiative privée et de la liberté ;
- Le soutien de la famille et l'exercice effectif de la solidarité ;
- La sauvegarde de l'identité de la France et de son rayonnement en Europe et dans le monde ;
- L'engagement en faveur d'un développement durable au service des personnes.

## Animation

---

### Johan Glaisner, Directeur général-adjoint et Directeur académique de l'Ircm



Après avoir dirigé pendant 10 ans un établissement de formation aux métiers du social et de la solidarité internationale, Johan Glaisner est Directeur Général adjoint et directeur académique de l'Ircm

Docteur en Sciences de Gestion, il est chercheur associé au GRACE (Groupe de Recherche en Anthropologie Chrétienne et Entreprise) et auteur de plusieurs publications scientifiques sur l'humanisation du travail. Il intervient régulièrement en entreprises et dans le monde associatif pour accompagner les dirigeants dans leurs problématiques

stratégiques et managériales. Il est enfin responsable international de la "Mission Zachée", parcours de découverte de la DSE.

## Introduction : « Enjeux anthropologiques, sociaux et économiques du Travail »

### **Bernard Vivier, Directeur de l'Institut Supérieur du travail**



Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail, est un observateur attentif des relations sociales et syndicales en France et dans les entreprises. Il est fréquemment invité par les médias pour décrypter et mettre en perspective l'actualité sociale et le jeu des acteurs (environ 250 à 300 sollicitations par an).

**L'Institut supérieur du travail (IST)**, créé en 1969, est un Institut de droit privé qui développe des missions d'expertise-conseil et des formations (6 000 personnes formées chaque année) à la conduite des relations sociales en entreprise. Il appuie ses travaux sur une importante base documentaire et sur les compétences de 22 experts-intervenants.[www.istravail.com](http://www.istravail.com)

## **Table ronde 1 : « Peut-on encore vivre de son travail ? Comment faire de la juste rémunération du travail un levier de partage de la richesse, de participation et de justice sociale ? »**

---

*Comment définir une juste rémunération du travail et un salaire minimum (smig) viable sans tomber dans l'assistanat ? Faut-il rééquilibrer la fiscalité entre le capital et le travail, voire transférer la charge de la protection sociale sur le capital ? Comment répartir justement les bénéfices des entreprises entre les salariés, les actionnaires et les investissements ? Faut-il intégrer des représentants des salariés dans les conseils d'administration ?*

### **Introduction**

#### **Bruno North, président du Centre National des Indépendants et Paysans (CNIP)**



Président depuis 2016, Bruno North a créé notamment en 1993 l'entreprise Domus Rome, qu'il préside depuis. Sa carrière politique débute avec son adhésion au RPR, en 1981. Il quitte ensuite ce parti pour le CNIP, dont il devient président de la fédération de Paris et secrétaire général du Parti. Il conduit la liste d'union CNIP-Debout la République à l'élection régionale de 2010 à Paris. Il est élu président du CNIP le 31 janvier 2016, avec 91 % des voix. En 2021, Bruno North est élu conseiller régional pour le Grand Est.

#### **Le Centre National des Indépendants et Paysans (CNIP)**

Plus ancien des partis de la droite française, le Centre National des Indépendants et Paysans (CNIP) a été créé en 1949. Il succède au Centre national des indépendants après l'absorption du Parti Paysan de Paul Antier, en 1951. Lors des élections de novembre 1958, le CNI compte dans la première Assemblée de la V<sup>e</sup> République 118 députés, devenant ainsi le deuxième parti de la France derrière l'UNR gaulliste (209 élus). Au Sénat, le groupe des Indépendants devient le groupe le plus important. Le CNIP appuiera la candidature de Jean Lecanuet en 1965, celle d'Alain Poher en 1969, puis celle de Jacques Chirac en 2002, devenant ainsi un mouvement associé de l'UMP. En 2018, le CNIP s'associe à la démarche des Amoureux de la France puis soutient la candidature d'Eric Zemmour en 2022.

### **Intervenants**

#### **Christian Crétier, Secrétaire fédéral FGTA- FO**



Christian Crétier est Secrétaire Fédéral au sein de la FGTA-Force Ouvrière, la Fédération Générale des Travailleurs de l'Alimentation, Agriculture, des tabacs et des services annexes de Force Ouvrière. Il est également administrateur Force Ouvrière retraite et Prévoyance au sein du groupe AG2R La Mondiale.

### **Pierre Guillet, Président des Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens (EDC)**



Pierre Guillet est depuis mars 2022 président des Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens. Il est aussi entrepreneur et dirige Hésion, PME dans les Yvelines qui développe des solutions numériques pour «transformer les parkings en espaces de mobilité ». Il a été lauréat du Prix de la pensée sociale chrétienne au titre de la subsidiarité en 2017. Parmi ses initiatives, la création en 2019 d'un atelier dans la prison de Poissy.

**Les Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens** est un mouvement œcuménique créé en 1926 qui rassemble 3.600 dirigeants, animés par la volonté d'unifier leur vie professionnelle, personnelle et spirituelle. Témoins et acteurs, les EDC travaillent en équipe, en région, en mouvement, à répondre à l'appel de l'Évangile dans leurs relations et dans l'exercice de leurs responsabilités. Les EDC s'appuient sur la pensée sociale chrétienne, le partage de leur expérience et la prière commune pour progresser ensemble.

### **Pierre Kuchly, Vice-Président de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME)**



Chef d'entreprise, Pierre Kuchly est industriel depuis quarante ans dans le domaine de la robinetterie industrielle. Il a dirigé plusieurs entreprises entre cinquante et cent collaborateurs. Il est également Président d'une Chambre de commerce et d'industrie (CCI) et Vice-Président de la CPME (Confédération des Petites et Moyennes Entreprises) ainsi que d'Agires Développement.

### **Jean-Nicolas Moreau, Président de RegSoLab**



Président de RegSoLab, Jean-Nicolas Moreau est un expert reconnu de la gestion des crises et des négociations sociales. Ancien Maître de Conférences à l'ENA, il a notamment enseigné la régulation sociale à l'Université de Dauphine et à l'EHESP.

**RegSoLab** est un laboratoire dédié à l'ingénierie stratégique, organisationnelle et sociale des transformations. Il accompagne les décideurs publics et privés dans les situations critiques qu'ils ont à prévenir ou à traverser.





## Table ronde 2 : « Le travail est-il toxique ? Comment promouvoir des conditions de travail propices à la santé, à l'épanouissement et à la participation des salariés ? »

---

*L'intensification du travail, l'isolement, la dégradation des rapports sociaux et des conditions de travail, la précarité, le télétravail... la pénibilité et le mal être au travail augmentent avec des risques sur la santé physique et psychique. Peut-on encore être heureux au travail en 2024 ? La technique (digital, robotisation, IA) va-t-elle remplacer l'humain ? Comment améliorer la Médecine du travail, le Dialogue social, la représentation et participation des salariés à la gestion de l'entreprise.*

### Introduction

#### Laurence Trochu, présidente du Mouvement Conservateur



Professeuse de philosophie au lycée, elle est élue conseillère municipale de Guyancourt (Yvelines) en 2014 puis conseillère départementale dans le canton de Montigny-le-Bretonneux (Yvelines) l'année suivante. En 2016, elle est nommée porte-parole de François Fillon lors de la primaire de la droite pour la présidentielle de 2017, chargée de la thématique Famille et Valeurs, puis membre du bureau politique des Républicains en 2018. Depuis elle préside une formation politique proche de la droite parlementaire, le Mouvement conservateur.

#### Le Mouvement Conservateur

En 2020, l'association Sens Commun lance une grande consultation *Le conservatisme, un espoir pour la France ?* Devant les nombreuses réponses à cette consultation, Sens Commun devient Le Mouvement Conservateur. Deux ans plus tard, après la victoire de Valérie Pécresse à la primaire de la droite et du centre, le Mouvement Conservateur retire son soutien aux Républicains et rejoint la campagne de Reconquête !

### Intervenants

#### Mathieu Detchessahar, professeur des Universités - Laboratoire d'Economie et de Management Nantes-Atlantique (LEMNA)



Mathieu Detchessahar est professeur des Universités à l'Institut d'administration des entreprises de l'Université de Nantes. Il fait partie du Laboratoire d'Economie et de Management Nantes Atlantique (LEMNA) au sein duquel il pilote l'axe "Transformations du travail". Il a également une activité de conférencier, essayiste et de chercheur-intervenant dans les organisations.

Il a notamment publié : *L'entreprise délibérée, refonder le management par le dialogue*, Nouvelle cité (2019), *Le marché n'a pas de morale, l'impossible société marchande*, Cerf (2016).

## Jean-Claude Delgènes, président et fondateur de Technologia



Economiste spécialiste du monde du travail, Jean-Claude Delgènes a fondé en 1989, Technologia. Auteur de plusieurs ouvrages dont *Idées reçues sur le Burn Out*, *Le Suicide un cri silencieux* (Editions du cavalier bleu) et récemment *Risques psychosociaux : pourquoi les cabinets d'avocats et leur personnel sont-ils exposés ?* (Editions Kerialis). Il organise depuis 15 ans, le prix du Roman d'entreprise et du travail qui voit chaque année le Ministre du travail récompenser une œuvre littéraire qui traite du travail.

**Technologia** est un cabinet spécialisé dans l'évaluation et la prévention des risques professionnels, la qualité de vie au travail, la santé et la sécurité en entreprise. Technologia a géré des missions couvrant des problématiques allant de l'amiante à Jussieu à l'affaire Kerviel, en passant par les crises suicidaires à La Poste, Renault et également Orange France Télécom, renforçant ainsi sa réputation en tant que leader dans son domaine.

## Eric Doumas, président de Résilience Rurale et Humaniste



Eric Doumas a consacré sa carrière professionnelle à faciliter l'accès à l'emploi. Inclusion, insertion, mérite, formation, compétence, senior, mixité, sont autant de sujets portés par ce "facilitateur de job". Aujourd'hui, créateur, co-fondateur et président du parti « Résilience Rurale et Humaniste », il continue à porter un message fait de bon sens, de respect des valeurs qui font Nation et en particulier la valeur Travail.

**Résilience Rurale et Humaniste** veut une ruralité vivante, des services publics, l'accès à la culture, une mobilité pour tous, une souveraineté agricole, une écologie non dogmatique, un patrimoine de paysage d'énergies renouvelables raisonnables, une égalité de dotation globale de financement de l'Etat et veut équilibrer la représentation des territoires ruraux dans les collectivités. La France, au sein de l'Europe, a besoin d'élus force de propositions sur les thématiques utiles au respect de notre souveraineté alimentaire et énergie mais aussi pour l'ensemble des thématiques : sécurité intérieure et mondiale, santé, éducation, transport, emploi et tant d'autres.

## Joseph Thouvenel, directeur de la rédaction de *Capital Social*



Joseph Thouvenel est un syndicaliste français. En 1983, il adhère à la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), attiré par la Doctrine sociale de l'Église catholique qui en fonde à l'époque l'action. Il en devient vice-président, chargé des questions économiques et internationales. En 2014, il est nommé au Haut conseil du dialogue social. Il crée en 2022 la revue *Capital social*, dont il devient directeur de la rédaction

**Capital Social** est un nouveau magazine qui décrypte l'économie sans à priori. Libre de toute idéologie, engagé dans ses articles et ses enquêtes pour faire réagir, Capital Social décrypte et explore les réalités économiques et sociales actuelles.

Original par son contenu, son ton et ses rédacteurs, original par ses choix : celui de la liberté – nulle force politique ou financière ne les accompagne et celui de l'engagement – impartial dans la description des faits, Capital Social revendique l'expression de ses opinions.

Leur prisme rédactionnel est bercé par l'humain, ni la finance folle ni la lutte des classes. Ce magazine a à cœur dans chaque dossier traité de proposer aux lecteurs les mensonges et vérités pour expliquer et proposer des solutions à hauteur d'Homme.

### En partenariat avec Le Nouveau Conservateur

Revue lancée en 2020 et qui a déjà publié 12 numéros, sollicite des intellectuels, des politiques et des praticiens venus de divers horizons, pour travailler ensemble la grande réforme intellectuelle et morale nécessaire au redressement de l'Etat, à la perpétuation de la nation, et au rayonnement de la civilisation française. Sa rédaction est dirigée par Paul-Marie Coûteaux et Guillaume de Thieulloy en assure la direction de la publication.